

POSITION DES COMMUNISTES TUNISIENS

A PROPOS DE LA FUSION TUNISO- LIBYENNE

Le problème de l'unité est fortement posé. Nécessité historique inscrite dans l'évolution de nos peuples et de nos pays, dans leurs aspirations profondes, dans la poussée des exigences du développement et de l'indépendance économique, l'unité du Maghreb arabe se situe aujourd'hui dans le cadre des changements importants qui se produisent aussi bien dans notre région que dans l'Orient arabe, notamment après la guerre d'octobre, avec ses répercussions positives et les succès remportés par la lutte pour la maîtrise et le contrôle des richesses pétrolières.

Aspect spécifique de l'unité des peuples arabes, qui plonge ses racines dans l'histoire, dans la civilisation arabo-islamique, dans la communauté de langue et dans la lutte actuelle contre l'impérialisme, l'unité du Maghreb peut favoriser l'utilisation maximale et rationnelle de toutes les ressources naturelles et humaines pour l'industrialisation, pour une lutte efficace contre le sous-développement, pour un réel progrès économique et social. Ses bases objectives et subjectives mûrissent. Pour les développer, il convient d'adopter une approche juste, de dégager les formes les plus adéquates et de déterminer le contenu le plus avancé.

L'annonce spectaculaire et inopinée de l'accord sur l'unité totale et immédiate entre la Tunisie et la Libye, signé par les présidents Bourguiba et Gueddafi, puis les démarches non moins spectaculaires qui l'ont immédiatement suivi et qui semblent sinon le remettre en cause, du moins l'ajourner à une date indéterminée, laissent apparaître des contradictions étonnantes et posent des questions nombreuses qui ne trouvent pas encore de réponses convaincantes. On est d'abord frappé par la contradiction entre les thèses énoncées par le président Bourguiba dans le discours prononcé au Palmarium en décembre 1972, en réponse au président Gueddafi et en sa présence,

et l'annonce de la fusion totale, immédiate. On est ensuite frappé par la contradiction entre l'accord de Jerba (12 janvier) et les termes du communiqué de la réunion conjointe du gouvernement et du Bureau politique du P.S.D., tenue le 15 janvier.

Il est regrettable qu'un problème aussi essentiel que celui de l'unité fasse l'objet de décisions aussi contradictoires et quasi improvisées, de changements de positions aussi brusques. Il est inadmissible d'orienter l'avenir de notre peuple, dans un sens ou dans un autre, sans le consulter, même dans les formes limitées des institutions actuelles.

Mais la contradiction n'est pas dans les seules positions officielles ! Que la presse gouvernementale reflète ces contradictions et nous livre éditoriaux et manchettes dithyrambiques pour des orientations opposées, sans transition aucune, cela est dans la nature des choses. Mais qu'une certaine opposition qui s'était empressée, il y a un an, de soutenir le discours du Palmarium, soutienne avec la même promptitude l'accord de Jerba, il y a là une incohérence flagrante !

Quant à nous, notre position sur l'unité arabe et maghrébine et, dans ce cadre, sur l'union tuniso-libyenne, découle de principes, d'une analyse de la situation dans notre région, du contenu nouveau du mouvement de libération arabe, de l'intérêt de nos peuples.

L'union entre la Tunisie et la Libye peut servir la cause de nos peuples ; elle peut devenir une étape transitoire et positive dans la construction du Maghreb, en raison des frontières communes, des affinités particulières entre peuples tunisiens et libyens très proches l'un de l'autre, en raison aussi de la complémentarité de leurs besoins économiques fondamentaux. Il en va de même avec l'Algérie.

A PROPOS DE LA FUSION TUNISO- LIBYENNE

suite de la première page

Mais la fusion immédiate et totale est-elle une solution et la forme la meilleure de l'union ? Nous ne le pensons pas. Les expériences précédentes nous incitent à plus de réserve et de circonspection. Ces expériences ont échoué, soit parce qu'elles n'ont pas tenu compte des différences historiques des entités nationales unifiées et n'ont pas prévu les formes et les étapes intermédiaires, comme ce fut le cas entre la Syrie et l'Egypte, soit parce qu'elles ont été faites sur des bases conjoncturelles ou prématurées, avant même l'unification des programmes et options, intérieurs et extérieurs. La fragilité du départ mène alors de l'euphorie des premiers jours à l'amertume de la rupture. Ce qui ne manque pas de se retourner contre l'unité elle-même ! Ces enseignements ne doivent pas être perdus de vue, non pas pour renoncer au chemin exaltant et difficile de l'unité, mais pour s'y engager avec le maximum de lucidité et pour éviter des erreurs prévisibles.

S'il y a des affinités entre la Tunisie et la Libye, il n'en est pas moins vrai qu'il existe entre elles des différences historiques et d'autres, d'ordre social et politique. On ne peut ni les ignorer ni les faire disparaître par simple décision d'en haut. Les avantages économiques de l'union avec la Libye sont objectivement très importants aussi bien pour nous que pour nos frères libyens. Mais on ne peut oublier les facteurs politiques et idéologiques qui constituent le cadre de l'activité économique d'un Etat unique. Si l'on fait abstraction du cadre historique, politique, et des différences importantes entre les deux pays dans ce domaine, alors la fusion ne poserait aucun problème essentiel. Mais on ne peut faire abstraction de ces différences qui, dans l'état actuel des positions des deux pays, risqueraient, en cas de fusion, de conduire à un Etat fragile qui ne serait pas à l'abri des difficultés et peut-être même de la dislocation à plus ou moins brève échéance.

Nous sommes cependant persuadés que l'unité n'est pas condamnée à être soit une réalisation inconsistante et éphémère, soit un idéal inaccessible. Elle se fraie son chemin à travers les difficultés et les obstacles. Il faut savoir lui assurer les conditions de succès et de pérennité. Or, pour être réelle, pour être durable, pour être surtout au service des peuples, du progrès et de la démocratie, elle doit être conçue dans une optique maghrébine et de solidarité avec les forces anti-impérialistes de l'Orient arabe, afin d'éviter les dangers de division ou d'affaiblissement du front maghrébin et arabe. Elle doit se faire dans la vigilance à l'égard de manœuvres qui viseraient son utilisation pour des intérêts privés, tunisiens ou étrangers, qui n'ont rien à voir avec ceux des peuples de nos pays. Elle doit être édifée sur des bases saines et solides.

1) A l'étape actuelle, la forme fédérale ou confédérale avec la Libye ou l'Algérie, avec possibilité d'élargissement à d'autres pays du Maghreb, est incontestable-

ment la forme la plus adéquate. Elle permet à chaque peuple d'apporter sa contribution originale et à chaque pays de préserver ses acquis positifs, qui peuvent se féconder mutuellement ; elle permet également de tirer le meilleur parti des avantages économiques réciproques et de ménager les étapes de l'évolution future.

2) Il convient de prévoir un programme planifié à long terme et dans tous les domaines, qui ne doit pas subir tous les soubresauts de la politique et dont l'application peut commencer dans les plus brefs délais. Dans le domaine économique, tout particulièrement, il convient de mettre en œuvre un processus d'intégration et de division intermaghrébine du travail, conformément aux impératifs modernes de l'industrialisation, de l'extension et du développement des forces productives, des problèmes de cadres, de main-d'œuvre, de marché, etc.

3) Quelles que soient ses formes, l'unité se situe toujours sur un terrain de luttes politiques, sociales et idéologiques, qui lui donnent un contenu différent, selon les forces sociales et politiques différentes. Or, à travers toutes ces luttes, le mouvement d'unité et de libération arabe a déjà obtenu des acquis positifs qui enrichissent son contenu. Il s'agit de l'émergence de tendances progressistes radicales, avec un programme économique et social avancé. Il s'agit également du renforcement des positions anti-impérialistes conséquentes, de la clarification des alliances, montrant les amis véritables de nos peuples : l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes ainsi que toutes les forces de libération et de progrès dans le monde.

Les communistes tunisiens, tous les communistes arabes et l'ensemble des forces progressistes, défendent ces acquis et les développent. Ils apportent leur contribution pour donner à l'unité un contenu anti-impérialiste, progressiste et démocratique. En ce sens, les problèmes de démocratie et de libertés démocratiques, revêtent une grande importance.

Car seuls le respect de la démocratie et l'exercice effectif des libertés démocratiques, permettent de gagner l'adhésion réelle des masses, qui ne doivent pas être réduites à l'état de spectateurs passifs, mais participer de manière consciente à l'effort unitaire et devenir les artisans d'une union entre les peuples.

Aujourd'hui dans le cadre tunisien, demain dans un cadre plus large, les communistes tunisiens entendent œuvrer pour les intérêts fondamentaux des ouvriers, des paysans et de l'ensemble du peuple, pour un Maghreb fort, progressiste et démocratique.